



## **NON à la répression financière, administrative ou policière**

**Une enquête de Mediapart a révélé une utilisation douteuse de subventions publiques par Avenir Lycéen, organisation lycéenne créée en 2018 dont plusieurs membres sont adhérent.es des Jeunes avec Macron.**

Mediapart affirme à propos d'Avenir Lycéen :

*Une organisation lycéenne favorable à l'exécutif a reçu 65 000 euros de subventions du ministère en 2019, dont 40 000 pour un congrès qui n'a jamais eu lieu. À sa tête, on a plutôt dégainé la carte bleue pour des frais de bouche et d'hôtels. Alertée, la rue de Grenelle, loin de couper les vivres, a réservé au syndicat 30 000 euros supplémentaires pour 2020<sup>1</sup>.*

**D'autres syndicats lycéens tels que l'UNL ou le MNL, opposés à la politique de M. Blanquer, protestent en rappelant que simultanément, leurs propres demandes de subvention ont été refusées.**

Dans l'Ain, ces organisations lycéennes qui s'estiment lésées à juste titre rencontrent de grandes difficultés pour remplir leurs missions, en raison du caractère étendu de notre territoire rural et du manque criant de transports publics. Nous saluons leur détermination et leur dévouement et leur apportons le soutien de la CGT Educ'Action 01. Elles réclament la transparence et l'équité dans les attributions de subventions, et l'octroi pour elles-mêmes de fonds suffisants pour leur permettre de faire correctement leur travail de sensibilisation à la démocratie lycéenne, aux problématiques sociales, et aux valeurs de tolérance et de respect d'autrui pour lesquelles elles œuvrent au quotidien malgré leurs faibles moyens et les difficultés liées au territoire.

**Nous dénonçons plus globalement la répression policière et/ou administrative dont sont victimes élèves comme personnels lorsqu'ils/elles s'opposent aux politiques gouvernementales, et/ou le silence du ministre face aux violences ou interpellations injustifiées par les forces de l'ordre, subies par de nombreux et nombreuses élèves ayant fait usage de leur droit d'expression, devant leurs établissements scolaires ou ailleurs, notamment ces derniers jours.**

Catherine Nourry & Marie-Alix de Richemont  
Co secrétaires départementales  
CGT Educ'Action de l'Ain

<sup>1</sup> Source: Antton Rouget, « Le syndicat lycéen chouchou de Blanquer dilapide l'argent du ministère », Mediapart, 08/11/2020. Disponible en ligne (sur abonnement) : <https://www.mediapart.fr/journal/france/081120/le-syndicat-lyceen-chouchou-de-blanquer-dilapide-l-argent-du-ministere?onglet=full>